



COMMUNIQUE DE PRESSE de SYLVIANE NOËL

La Roche-sur-Foron, 23 juillet 2025

Sénatrice de la Haute-Savoie

Dermatose nodulaire contagieuse : la Sénatrice Sylviane Noël interpelle le Gouvernement sur les conséquences financières dramatiques pour les éleveurs haut-savoyards

Depuis début juillet, la dermatose nodulaire contagieuse (DNC) touche gravement les élevages bovins de Haute-Savoie, avec déjà seize foyers identifiés. Pour répondre à cette épidémie, la réglementation impose l'abattage total des troupeaux contaminés, entraînant des pertes économiques et humaines considérables pour les éleveurs. Dans ce contexte et face au nombreuses zones d'ombre qui subsiste quant à l'accompagnement future des exploitations touchées,, la Sénatrice Sylviane Noël interpelle la Ministre de l'Agriculture sur les modalités concrètes de soutien aux exploitations sinistrées. Elle demande un engagement total de l'État pour garantir leur survie et préserver l'équilibre des filières agricoles de montagne.

Apparue dans le département début juillet, la DNC a déjà conduit à l'identification de seize foyers de contamination dans le département. Pour les éleveurs touchés, les conséquences sont immédiates et dévastatrices. En quelques heures, des années d'investissement, de travail, de sélection génétique et d'engagement personnel ont été balayées.

Face à cette crise sanitaire qui frappe de plein fouet les élevages bovins de Haute-Savoie, la Sénatrice Sylviane Noël a déposé une question écrite à l'attention de Madame la Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Elle y alerte sur la détresse profonde des agriculteurs confrontés à la dermatose nodulaire contagieuse (DNC), maladie virale qui, bien qu'inoffensive pour l'homme, impose l'abattage total du cheptel dès la confirmation d'un seul cas.

Au-delà des seules pertes économiques, c'est une réalité humaine particulièrement douloureuse : celle d'hommes et de femmes en souffrance, de familles profondément éprouvées par la disparition brutale de leur troupeau.

Si l'arrêté ministériel du 16 juillet 2025, publié au Journal officiel deux jours plus tard, a certes prévu plusieurs dispositifs d'urgence : indemnisation des animaux abattus, prise en charge des opérations vétérinaires, de l'élimination des carcasses, du nettoyage et de la désinfection, plusieurs incertitudes subsistent quant à l'accompagnement proposé pour garantir la survie économique des exploitations.

Dans sa question, la Sénatrice appelle donc l'attention du Gouvernement sur certaines zones d'ombre majeures : qu'en est il des pertes de revenus liées à l'arrêt brutal de l'exploitation ? Qu'en est il de la couverture des charges fixes, des échéances bancaires ou des cotisations sociales agricoles (MSA), qui continuent de peser malgré l'inactivité forcée.

La période de vide sanitaire obligatoire de 45 jours avant tout repeuplement ne fait qu'aggraver cette situation de paralysie, d'autant plus que l'acquisition de nouveaux animaux est rendue difficile par les tensions sur le marché et la flambée des prix.

Sylviane Noël souligne que cette crise sanitaire se superpose à un contexte agricole national déjà très fragilisé : vieillissement préoccupant des actifs agricoles, difficultés croissantes de transmission des exploitations, perte d'attractivité du métier.

Dans ce contexte, elle rappelle que chaque élevage qui disparaît faute d'accompagnement renforcé constitue une perte irréversible pour les territoires de montagne.

La disparition d'une exploitation ne signifie pas seulement l'abandon d'une activité : elle remet en cause l'équilibre de filières fromagères d'excellence, étroitement liées à l'ancrage local et à la qualité des élevages.

Contact presse :

Pierre VATTARD – Cabinet parlementaire de Sylviane NOËL - 04 50 25 18 13 – p.vattard@sylvianenoel.fr
Permanence parlementaire de Sylviane Noël – 16, place de l'Hôtel de Ville – 74 800 LA Roche-sur-Foron
www.sylvianenoel.fr

C'est toute une économie agroalimentaire de qualité, patiemment construite autour des savoir-faire savoyards, qui se trouve aujourd'hui en danger.

Dans cette question écrite, la Sénatrice demande au Gouvernement de préciser sans délai l'ensemble des mesures complémentaires qu'il entend mettre en œuvre pour garantir une indemnisation complète et effective des préjudices subis. Elle insiste notamment sur la nécessité de couvrir les pertes d'exploitation, de soutenir la reconstitution des cheptels et d'assurer un accompagnement à la hauteur de la crise.

Alors que les éleveurs de Haute-Savoie traversent une épreuve aussi brutale que douloureuse, l'État se doit de faire preuve d'un engagement total. L'enjeu dépasse la seule gestion sanitaire : il s'agit de préserver des exploitations familiales souvent fragiles, de sauver des vocations, et de défendre l'avenir même de nos montagnes vivantes.